

Unité départementale Le Havre  
48 Rue Denfert Rochereau  
76600 Le Havre

Le Havre, le 24/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **XP LOG**

2 rue Vincent Van Gogh  
BP 69  
76290 Montivilliers

Références : 20260304\_XP\_Log\_VI\_ACP\_Moyens\_Incendie\_Stocks  
Code AIOT : 0005802055

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2026 dans l'établissement XP LOG implanté 2 rue Vincent Van Gogh BP 69 76290 Montivilliers. L'inspection a été annoncée le 03/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 04 mars 2026 a été annoncée la veille à l'exploitant et s'inscrit dans le cadre de l'action régionale de vérification de la disponibilité des moyens en eau incendie et de l'action nationale de contrôle de l'état des stocks.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- XP LOG
- 2 rue Vincent Van Gogh BP 69 76290 Montivilliers

- Code AIOT : 0005802055
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société XP LOG exploite un entrepôt de stockage sur la commune de Montivilliers.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN26 État des stocks
- AR - 1
- Plans d'urgence
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23 de l'annexe II	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	1 mois
6	Disponibilité des débits des poteaux et état par sondage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13 de l'annexe II	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Disponibilité du sprinklage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13 de l'annexe II	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	2 mois
8	Registre, tests et contrôle des moyens de lutte incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22	Demande d'action corrective	1 mois
9	Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.	Demande d'action corrective	1 mois
10	Etat des matières stockées - gestion accidentelle	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1	Demande d'action corrective	15 jours
11	Etat des matières stockées d'information de la	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	population			

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des installations classées	Arrêté Préfectoral du 06/08/2012, article 1.2.1	Sans objet
2	Modifications et cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 06/08/2012, article 1.5.3 et 1.5.4	Sans objet
3	Besoins en eau et moyens pour répondre à ce besoin en eau	Arrêté Préfectoral du 06/08/2012, article 7.6.3	Sans objet
5	Plan des moyens incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées va proposer à M. le préfet, à l'issue de la visite d'inspection, de mettre en demeure l'exploitant de réaliser le plan de défense incendie dans un délai d'un mois et de faire réaliser l'étude trentenaire de ses installations de sprinklage dans un délai de 3 mois.

Des actions correctives sont également attendues relatives à :

- la disponibilité en simultané des débits d'eau pour les poteaux incendie identifiés dans la stratégie de défense incendie ;
- au remplacement du tableau du report d'alarme de l'installation de sprinklage ;
- au maintien à jour du registre de sécurité en organisant et en vérifiant la signature de ce registre par l'ensemble des intervenants ;
- la vérification annuelle des RIA ;
- la mise en conformité des installations électriques ;
- la formation de plusieurs salariés de l'entrepôt à l'utilisation des extincteurs et des RIA ;
- la mise à jour hebdomadaire de son état des stocks ;
- la mise à jour de l'état des stocks avec la totalité des matières présentes dans les cellules de l'entrepôt ;
- la mise en place d'un état synthétique des stocks qui pourrait répondre aux besoins d'information de la population en cas de gestion de crise sur son installation.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des installations classées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/08/2012, article 1.2.1			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, 2. Appréciation des dangers			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées			
N° de la rubrique	Régime(*)	Désignation de la rubrique	Description des installations
2160.a	A	S i l o s e t installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. a. si le volume total de stockage est	Stockage en vrac, à plat de fèves de cacao de 18 500 m3

		stockage est supérieur à 15 000 m3	
1510.2	E	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public. Le volume des entrepôts étant: 2. supérieur ou	Volume des entrepôts 200 000 m3

		égal à 50 000 m3 mais inférieur à 300 000 m3	
1530.3	D	D é p ô t d e papier, carton ou m a t é r i a u x c o m b u s t i b l e s analogues y compris les produits finis conditionnés à l'exception des établissements r e c e v a n t d u publicLe volume susceptible d'être s t o c k é étant:3.supérieure à 1000 m3 mais inférieur ou égale à 20 000 m3.	Volume de papier carton2000 m3

1532.2	D	Dépôt de bois sec ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 3. supérieure à 1000 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égale à 20 000 m <sup>3</sup> .	volume de palettes 14000 m <sup>3</sup>
2910-A.2	NC	Combustion à l'exclusion des installations visées	Groupe moto pompe (installations sprinkleur) Puissance thermique :



		installations visées par les rubriques 2 7 7 0 et 2271.A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est : 2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	Puissance thermique : 3 kW

1432	NC	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables.	Cuve de fuel pour le groupe motopompe de 200 L
1435	NC	Station-service:installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteurs, de bateaux ou d'aéronefs.	Remplissage d'engins de manutention par gaz ou volume annuel distribué de 62m3

\*:A (Autorisation) ou E (enregistrement) ou D (Déclaration) ou NC (NonClassé)

#### Constats :

La société XP LOG exploite un entrepôt d'une surface totale de 23 000 m<sup>2</sup> pour un volume global de 264 414 m<sup>3</sup>. Cet entrepôt a été agrandi en 2018 avec l'ajout de deux cellules de stockage de 2725 et 2456 m<sup>2</sup>. La modification avait été portée à la connaissance de l'inspection des installations classées.

<p>L'exploitant a expliqué avoir stoppé début 2025 son activité d'export et démarré à partir de mai 2025 une activité de stockage de panneaux photovoltaïques, qui complète l'activité historique de stockage de café. Les activités liées au stockage de cacao en vrac ont été arrêtées il y a plusieurs années, ce qui avait été porté à la connaissance de l'inspection des installations classées. L'exploitant n'est ainsi plus soumis à la rubrique 2160. L'exploitant stocke également de manière occasionnelle de la litière pour chat. Des palettes en bois sont présentes à l'intérieur de l'entrepôt.</p> <p>L'exploitant exerce ses activités de stockage sous le régime de l'enregistrement au titre d'une unique rubrique 1510 relative au stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts, compte tenu des nouvelles modalités de classement des entrepôts. L'inspection des installations classées va proposer, à l'issue de cette visite d'inspection, à M. le préfet un arrêté préfectoral complémentaire de mise à jour de la liste des installations classées (article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 06 août 2012).</p> <p>En début de visite d'inspection, l'exploitant a déclaré que le groupe industriel propriétaire de l'entrepôt et de la marque XP LOG avait mis en vente l'entrepôt de Montivilliers, depuis l'été 2025. Le représentant de l'exploitant a déclaré ne pas savoir, le jour de la visite d'inspection, si les activités de stockage exercées sur le site seraient poursuivies par le futur propriétaire.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Modifications et cessation d'activité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/08/2012, article 1.5.3 et 1.5.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Cessation d'activité ou changement d'exploitant</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 1.5.4            Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant. Cette déclaration doit mentionner s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénom et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse du siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.</p> <p>Article 1.5.5            En cas d'arrêt définitif d'une installation, celle-ci doit être placée dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.            Cette notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans le cadre de la vente envisagée de l'entrepôt par le groupe propriétaire de l'entrepôt et de la marque XP LOG, l'exploitant devra informer l'inspection des installations classées du devenir des installations de Montivilliers.</p> <p>Si l'acheteur souhaite poursuivre les activités logistiques sur le site de Montivilliers, il devra faire une déclaration de changement d'exploitant à M. le préfet et l'arrêté d'exploiter du 06 août 2012</p>

<p>sera transféré au nouvel exploitant.</p> <p>Si le projet de vente de l'entrepôt conduit à l'arrêt des activités de stockage, l'exploitant doit notifier au Préfet la date de cet arrêt au minimum trois mois avant cette date et mettre en œuvre le processus de cessation d'activité applicable aux installations soumises à autorisation (car le site bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation même s'il ne sera plus soumis qu'à enregistrement).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de procéder en temps voulu à la notification de la cessation d'activité auprès de M. le préfet, ou à une information de changement d'exploitant, ou à une information de poursuite des activités de stockage par XP LOG en cas d'arrêt du processus de vente de l'entrepôt.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Besoins en eau et moyens pour répondre à ce besoin en eau**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/08/2012, article 7.6.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Besoins en eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] L'ensemble de la défense extérieure sera composée de 3 poteaux incendie d'un diamètre nominal DN 100 ou DN 150 normalisés piqués par canalisation assurant un débit unitaire et simultané minimum de 2000 l/mn, sous une pression dynamique de 1 bar.</p> <p>Les hydrants doivent être implantés en bordure d'une chaussée carrossable ou tout au plus à 5 mètres de celle-ci et placés à moins de 100 mètres du bâtiment par les chemins praticables pour au moins deux d'entre eux.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Quatre poteaux incendie sont installés sur la voie publique à proximité de l'entrepôt. Un premier poteau est localisé au nord-est du site, sur le trottoir de l'autre côté de l'avenue de la Belle Etoile, et portant un repère 35 cohérent avec la numérotation de la carte de consultation de la défense extérieure contre l'incendie (DECI), accessible depuis le site du service départemental incendie et secours de Seine Maritime (SDIS 76). Un portillon pour piéton, avec affichage "accès pompier", est présent pour permettre le passage de tuyaux : la distance entre l'entrepôt et le poteau incendie par ce chemin est inférieure à 100 mètres.</p> <p>Un deuxième poteau incendie portant le repère 36, cohérent avec la carte de la DECI, est localisé rue Van Gogh, au sud de l'entrepôt, et en face de l'entrée camion de l'entrepôt : la distance entre ce poteau et l'entrepôt est inférieure à 100 mètres.</p> <p>Un troisième poteau incendie portant le repère 127 sur la carte de la DECI est situé au sud-ouest de l'entrepôt, toujours dans la rue Van Gogh. Il est distant de moins de 100 mètres de l'entrepôt par une barrière coulissante distincte de l'entrée camion.</p> <p>Un quatrième poteau incendie, portant le repère 184 sur la carte de la DECI, est situé au sud-ouest de l'entrepôt, à une distance supérieure à 100 mètres des parois du bâtiment toutefois le site dispose déjà des trois poteaux situés à moins de 100m, prescrits par l'arrêté préfectoral.</p>

Le jour de la visite d'inspection, ces quatre poteaux incendie étaient visuellement en bon état et accessibles par les services de secours.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Plan de défense incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23 de l'annexe II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p> <p>L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs. [...]</p>
<b>Constats :</b>  <p>Durant la visite d'inspection du 04 mars 2026, l'exploitant n'avait pas accès à sa gestion documentaire informatisée. Il a précisé ne pas disposer d'un plan de défense incendie et l'inspection des installations classées n'a pas pu consulter ce document. L'exploitant n'a pas transmis ce document à l'issue de la visite d'inspection.</p> <p>L'inspection des installations classées va proposer à M. le préfet de mettre en demeure l'exploitant de réaliser le plan de défense incendie dans un délai d'un mois.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en place le plan de défense incendie défini au point 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 et de le transmettre au service départemental d'incendie et de secours ainsi qu'à l'inspection des installations classées. Ce PDI peut s'appuyer en grande partie sur l'élaboration d'une fiche "FIRE" dont le modèle est proposé par le SDIS76, mais doit être complété par la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique avec son attestation de qualification et la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec les moyens de première intervention.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 5 : Plan des moyens incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Le plan de défense incendie comprend : [...]</p>

<p>- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ; [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>A l'issue de la visite d'inspection, par courriel daté du 06 mars 2026, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classée une fiche FIRE (fiche d'intervention rapide en entreprise) établie sur la base d'un modèle mis à disposition des industriels par le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) de Seine Maritime. Ce document a été établi en 2024 et transmis au SDIS en septembre 2024. L'exploitant a précisé à l'inspecteur qu'il n'avait pas eu de retour à la suite de cet envoi.</p> <p>Le document transmis est conforme à la prescription contrôlée et comprend une vue aérienne du site ainsi qu'un plan schématique des cellules de l'entrepôt avec les principaux moyens de lutte contre l'incendie. Compte tenu des évolutions des matières stockées durant l'année 2025, l'inspection des installations classées recommande à l'exploitant de le mettre à jour et de l'intégrer au plan de défense incendie à mettre en place (point de constat 4 du présent rapport).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Disponibilité des débits des poteaux et état par sondage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13 de l'annexe II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Points d'eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie [...]</li> </ul> </li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les poteaux incendie, qui constituent les moyens extérieurs de lutte contre l'incendie, sont sur la voie publique et alimentés par un réseau public. L'entretien de ces poteaux est assuré par un prestataire privé pour le compte de la commune.</p> <p>Les poteaux incendie repérés 35 et 36 (voir point de constat 3) ont été vérifiés le 23 juin 2025 avec un contrôle hydraulique du débit disponible : les deux poteaux sont opérationnels, selon les rapports de contrôle transmis à l'issue de la visite par l'exploitant, et les débits disponibles sous 1 bar de pression sont supérieurs à 120 m3/heure. Sur la carte de la DECI, le poteau incendie repéré 36 est indiqué indisponible avec une dernière date de reconnaissance opérationnelle datée du 26 mai 2025 : le rapport de contrôle transmis par l'exploitant est postérieure à cette date et rien n'indique que ce poteau incendie soit inopérable.</p> <p>L'exploitant a transmis également un rapport de contrôle, à l'issue de la visite d'inspection, du poteau incendie repéré 127. Ce rapport est daté du 05 juillet 2022, il précise que le poteau est opérationnel et que le débit disponible à 1 bar de pression est supérieur à 120 m3/heure.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'un rapport de vérification du débit de ces trois poteaux en essai simultané : la disponibilité du débit unitaire et simultané minimum de 2000 l/mn, sous une</p>

pression dynamique de 1 bar (prescription point de constat 3) n'est pas démontrée. Par courriel du 11 mars 2026, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que la commune, sur le territoire de laquelle son entrepôt est exploité, ne prend plus à sa charge les essais simultanés. L'exploitant est en attente d'un devis du prestataire de la commune pour faire réaliser à ses frais cet essai. L'exploitant n'a pas fourni d'information sur le poteau incendie repéré 184, qui constitue un quatrième poteau incendie dans le périmètre proche de l'entrepôt.

Par ailleurs, l'exploitant a informé l'inspection, dans ce courriel du 11 mars 2026, que la commune ferait procéder en 2026 à un nouveau contrôle du poteau incendie repéré 127. Un contrôle du débit disponible aurait dû être effectué en 2025, comme le prévoit le règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie, disponible sur le site internet du SDIS 76. Ce même règlement prévoit une action préventive de maintenance annuelle sur tous les points d'eau incendie. L'inspection recommande à l'exploitant de s'assurer auprès des services techniques de sa commune que l'action de maintenance préventive annuelle est bien effectuée sur les poteaux incendie à proximité de son établissement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de faire procéder à un essai simultané des trois poteaux incendie repérés 35, 36 et 127 situés à proximité de son entrepôt, dans un délai d'un mois à réception du présent rapport. L'exploitant informera l'inspection des installations classées en cas d'échec de l'essai de la disponibilité simultanée des débits.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 7 : Disponibilité du sprinklage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13 de l'annexe II

**Thème(s) :** Risques accidentels, Sprinklage

**Prescription contrôlée :**

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.

**Constats :**

Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant n'avait pas accès à ses documents et ses rapports de contrôle relatifs au sprinklage de certaines cellules de l'entrepôt. Il a indiqué que son installation de sprinklage avait été mise en place fin 1994 et qu'elle devait faire l'objet d'une révision trentenaire. L'assureur de l'exploitant a demandé à ce que cette révision trentenaire soit opérée par un autre prestataire que celui qui assure le suivi et la maintenance des installations de sprinklage sur site. L'exploitant a identifié un prestataire qui pouvait assurer cette révision trentenaire et obtenu, en septembre 2025, un devis pour la réalisation de la révision trentenaire. Le jour de la visite d'inspection, aucune commande n'avait été effectuée par l'exploitant pour la

réalisation de cette révision trentenaire.

L'exploitant a transmis par courriels du 06 et 11 mars 2026 des éléments et des rapports de contrôle de son système de sprinklage. Dans le rapport Q1, établi suite à la vérification semestrielle du 19 septembre 2025, la date de mise en service initiale du sprinklage est précisée : 22 décembre 1994. Le rapport mentionne le fait que la révision trentenaire n'a pas été réalisée et que cela constitue une non conformité susceptible de mettre en échec le système de sprinklage. Un deuxième risque de mise en échec du système est identifié dans le rapport et il concerne le tableau d'alarmes qui est hors service depuis la vérification semestrielle datée du 27 février 2025. L'exploitant, qui avait également informé l'inspection le jour de la visite de cet écart, a transmis un devis daté du 03 avril 2025 pour le remplacement du tableau des alarmes du système de sprinklage. Le jour de la visite d'inspection, aucune commande n'avait été passée par l'exploitant. L'exploitant fait contrôler de manière hebdomadaire ses installations de sprinklage par un prestataire extérieur. L'exploitant a transmis les rapports de visite des 16 février, 23 février et 02 mars 2026 : l'installation est reconnue en service par le contrôleur. Le groupe motopompe est démarré et testé chaque semaine. Le niveau de la réserve en eau du sprinklage est vérifié également de manière hebdomadaire. Le jour de la visite d'inspection, l'inspection a pu constater une pression statique de 6.8 bars dans la cuve de 910 m3 : soit une hauteur d'eau de 6.8 mètres cohérente avec la hauteur de la cuve.

Par courriel du 18 mars 2026, l'exploitant a fait savoir à l'inspection des installations classées qu'il avait passé commande pour le remplacement du tableau de report d'alarme et il a joint à son envoi un bon de commande. Le délai annoncé par l'exploitant pour le remplacement est de 3 à 6 semaines. Pour la révision trentenaire à réaliser sur les installations de sprinklage, l'exploitant a déclaré dans son courriel souhaiter établir un deuxième devis pour comparaison avec le premier devis. L'inspection des installations classées va proposer à M. le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription du point 13 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 en fournissant dans un délai de 2 mois, les documents justifiant le remplacement du tableau d'alarme et dans un délai d'1 an, un nouveau certificat N1 du système d'extinction automatique.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de faire procéder au remplacement du tableau du report d'alarme de l'installation de sprinklage dans un délai de 2 mois.

L'inspection demande également à l'exploitant de faire réaliser l'étude trentenaire de ses installations de sprinklage dans un délai de 3 mois et de faire les éventuels travaux de remise en conformité si des travaux ont identifiés par cette étude trentenaire.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 8 : Registre, tests et contrôle des moyens de lutte incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22

**Thème(s) :** Risques accidentels, Maintenance des installations

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les



vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.

#### **Constats :**

L'exploitant dispose d'un registre de sécurité disponible à l'accueil des chauffeurs. Pour l'année 2025, ce registre comporte trois visites de vérification : une visite semestrielle sur le sprinklage, un entretien triennal et une vérification périodique des installations électriques. La totalité des visites et contrôles de sécurité en 2025 n'est pas reportée sur le registre. Par sondage, l'inspection des installations classées a demandé à consulter certains rapports de vérification annuelle ou semestrielle que l'exploitant a transmis par courriels à l'issue de la visite d'inspection.

Concernant le suivi annuel des extincteurs, l'exploitant dispose d'un compte rendu de vérification périodique Q4 daté du 17 novembre 2025, qui statue sur la conformité de l'installation aux exigences du référentiel assureurs APSAD R4. Dans l'entrepôt, l'extincteur contrôlé par sondage est cohérent avec ce compte rendu. Le compte rendu mentionne la visite précédente réalisée le 18 juin 2024 : l'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'il est important de disposer de matériel en état et contrôlé à intervalles réguliers ; un délai de 12 mois est attendu entre chaque vérification annuelle des extincteurs.

Concernant le suivi des robinets armés incendie (RIA), sur site, l'inspection a constaté que la dernière vérification annuelle datait du 05 février 2025. Le dernier rapport de maintenance transmis des RIA est daté du 07 février 2025 et concerne une vérification sur site le 05 février 2025, en cohérence avec l'affichage présent sur les RIA de l'entrepôt. L'exploitant dispose également d'un document Q5 établi par le contrôleur lors de la vérification du 05 février 2025. La prochaine vérification annuelle est planifiée le 26 mars 2026, selon le courriel de l'exploitant transmis le 06 mars 2026. Aucun justificatif de la planification n'a toutefois été demandé à l'exploitant. Sur le terrain, l'inspection a demandé à l'exploitant si un test était possible sur un RIA ; ce dernier a indiqué que cet essai pourrait déclencher la mise en service du sprinklage. Le test n'a pas été fait mais la visite terrain du local sprinklage et surpresseur RIA laisse à penser à l'inspecteur que les deux systèmes sont indépendants.

L'exploitant a transmis également le compte rendu de vérification périodique Q18 des installations électriques du 02 octobre 2025. Ce compte rendu précise que l'installation électrique de l'exploitant peut entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion. Le tableau récapitulatif fait état en 2025 de la présence de poussières en quantité excessive dans neuf tableaux électriques et, depuis 2019, d'une absence de continuité d'un circuit de protection sur une prise de courant et un pouvoir de coupure insuffisant pour un équipement D6 - quai niveleur. Dans son courriel du 06 mars 2026, l'exploitant a indiqué que les réserves de la vérification électrique du 02 octobre 2025 seraient levées fin avril 2026 selon un planning habituel de mise en conformité des installations électriques à l'issue de la vérification, par un prestataire spécialisé en travaux électriques. L'exploitant a ainsi fourni un bon d'intervention travaux de ce prestataire daté du 28 janvier 2026 pour la préparation de la mise en conformité des installations électriques. Le dernier exercice d'évacuation a été organisé le 18 novembre 2025 matin, selon le compte rendu de cet exercice fourni par l'exploitant, à l'issue de la visite. Ce compte rendu n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'inspection des installations classées. L'exploitant a par ailleurs indiqué à l'inspection qu'un seul salarié sur le site était formé comme équipier de première intervention. Une prochaine formation est planifiée en juin 2026. L'inspection considère que cet effectif est très nettement insuffisant compte tenu des risques et des matériels disponibles de lutte contre l'incendie. L'inspection recommande à l'exploitant d'anticiper au plus tôt cette formation et de la coupler à un exercice de lutte contre l'incendie avec utilisation des RIA de l'entrepôt.

L'inspection a demandé à consulter le dernier rapport de visite de l'assureur de l'exploitant. L'exploitant a indiqué ne pas avoir eu de visite de la part de son assureur : il ne dispose d'aucun

rapport de visite de risques assureur. L'exploitant a transmis à l'inspection par courriel une attestation d'assurance valide pour l'année 2026 pour son entrepôt de Montivilliers, pour confirmer qu'il était bien assuré.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de maintenir à jour son registre de sécurité en organisant et en vérifiant la signature de ce registre par l'ensemble des intervenants. L'inspection demande à l'exploitant de faire procéder à la vérification annuelle de ses RIA dans un délai d'un mois.

L'inspection demande à l'exploitant de mettre en conformité ses installations électriques dans un délai de deux mois, et de veiller en particulier à la prise en compte des observations qui datent de l'année 2019.

L'inspection demande à l'exploitant de former au plus vite plusieurs salariés de l'entrepôt à l'utilisation des extincteurs et des RIA, dans le délai maximal d'un mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 9 : Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, 3. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.

**Prescription contrôlée :**

I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation (rubrique 1510) :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

[,,,]

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiées combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la

disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

**Constats :**

A l'issue de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis un fichier informatique nommé "stock café" et daté du 06 mars 2026. La quantité totale de matière combustible stockée dans l'entrepôt selon cet inventaire est supérieure à 500 tonnes. Dans cet inventaire très détaillé figurent la référence de la cellule de stockage, l'allée, la rangée, la masse stockée, un descriptif de la matière stockée, le conditionnement et un libellé matière.

Cet état des stocks est mis à jour mensuellement selon l'exploitant. L'exploitant s'est engagé, le jour de la visite d'inspection, à mettre à jour son état des stocks de manière hebdomadaire comme prescrit à l'article 1.4 . Cet état des stocks est informatisé mais basé sur un inventaire physique des entrées, des sorties et des matières stockées, en l'absence de logiciel de suivi en temps réel. Le fichier informatique est accessible depuis n'importe quel ordinateur ou téléphone connecté par une des trois personnes d'astreinte, et pour lesquelles la société de télésurveillance dispose d'un numéro d'appel 24h/24.

Aucun accès à une fiche de données de sécurité n'est disponible car aucune matière dangereuse n'est stockée dans l'entrepôt. La visite terrain dans les cellules de l'entrepôt a permis de constater par sondage l'absence de stockage de matières dangereuses et la présence uniquement de palettes en bois, de café et de cartons de panneaux photovoltaïques. Aucun stockage de litière animale n'a été visualisé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre à jour son état des stocks à minima de manière hebdomadaire pour respecter les prescription de l'article 1.4 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 10 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, 4. Connaître les quantités de matières dangereuses

**Prescription contrôlée :**

Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a

<p>minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'état des stocks transmis permet de trier les matières stockées par cellule, par allée et même par rangée. Toutes les matières stockées qui figurent dans cet état des stocks sont associées à la rubrique 1510 pour les matières combustibles. La colonne "libellé" de cet état des stocks permet d'identifier facilement la nature de la matière stockée. Aucun recollement précis n'a été effectué le jour de la visite d'inspection car l'état des stocks a été transmis à l'issue de la visite d'inspection, réalisée de manière inopinée.</p> <p>Dans certaines cellules, l'inspection des installations classées a observé la présence de palettes de bois en quantité importante et de grands cartons palettisés contenant des panneaux photovoltaïques qui ne figurent pas dans l'état des stocks transmis par l'exploitant. L'inspection considère que cet état des stocks n'est pas complet.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de compléter son état des stocks avec la totalité des matières présentes dans les cellules de l'entrepôt, dans un délai de 15 jours.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

**N° 11 : Etat des matières stockées d'information de la population**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, 5. Inventaire synthétique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p>[,,,]</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a transmis aucun état des stocks sous format synthétique. Le fichier transmis comporte près de 2000 lignes et n'est pas conforme à la prescription ci dessus rappelée. L'exploitant dispose dans son fichier complet de toutes les informations nécessaires et doit</p>

<p>simplement mettre en forme une extraction cumulative des données cellule par cellule et matière stockée par matière stockée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en place un état synthétique des stocks qui pourrait répondre aux besoins d'information de la population en cas de gestion de crise sur son installation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>